

Intervention d'Agnès Cacciolati, présidente d'ACTIVAL

L'opération « Je suis contre, je le montre »

**Pour afficher notre détermination aussi longtemps que
la vallée d'Argelès-Gazost sera menacée.**

**Disposons chiffons, fanions ou rubans rouges
sur nos façades, sur nos voitures pour dire NON A LA TCP.**



Agnès
Cacciolati

A l'heure où les Etats sur penchent sur la question de la localisation de la « Nouvelle traversée ferroviaire transpyrénéenne pour le fret », il est primordial que la population affiche sa détermination. La prise de conscience de chacun doit pouvoir se lire sur les façades et interpeller les visiteurs.

Les démarches pour faire de la vallée d'Argelès un corridor de fret sur l'axe Sines/Algésira-Madrid-Paris mettent en péril sa vocation touristique.

Nous appelons tous les valléens à afficher leur prise de position pour que la vallée du Lavedan et Lourdes ne subissent pas les dommages d'un projet inadapté qui fait l'objet de pressions continues.

Cette opération s'inscrit dans un contexte bien précis

Des études fonctionnelles et de trafics seront rendues à la fin de l'année 2004, conformément à la décision prise lors du dernier sommet franco-espagnol qui s'est tenu à Carcassonne le 6 novembre 2003.

Ces études se réalisent suivant plusieurs critères : l'aspect intermodal, socio-économique et l'intégration environnementale. Elles doivent permettre d'identifier plusieurs familles de tracé sur un périmètre qui englobe la chaîne des Pyrénées.

C'est pourquoi la notion de « centralité » ne doit pas être présumée : il faut d'abord envisager toutes les possibilités, sans ignorer l'alternative littorale, qui permet des connexions avec les « Autoroutes de la mer ».

Vous comprendrez notre étonnement à la lecture de l'appel d'offres émis par la Région Midi-Pyrénées, publié le 16 juillet dernier dans la presse. Cet appel d'offres est géographiquement restreint au centre de la chaîne des Pyrénées. Il contredit la volonté européenne et témoigne de l'obstination de la région à faire valoir une traversée ferroviaire transpyrénéenne par le « tunnel du Vignemale », au mépris de l'intérêt général et des populations directement concernées par ce tracé.

L'appel d'offres lancé par la région Midi-Pyrénées montre combien il faut rester vigilant les initiatives visant à promouvoir une traversée « centrale » se poursuivent.